Conjoncture Les experts ne croient pas que la récession actuelle se transformera en une véritable dépression

Les difficultés économiques s'aggravent dans la zone euro

Entre les sombres prévisions de Destatis, l'office fédéral allemand des statistiques, sur la croissance outre-Rhin et le nouveau recul de la production industrielle dans l'Union européenne annoncés, mercredi 14 janvier, par Eurostat, les mauvaises nouvelles s'accumulent dans la zone euro où le choc de la récession hat son plein.

Après avoir fait preuve d'une certaine résilience, l'économie allemande, la première de la zone euro, semble désormais en grande difficulté. La croissance, pénalisée par l'effondrement des exportations, accuserait un recul de 1,5 % à 2 % au quatrième trimestre par rapport au troisième. Cette contraction du produit intérieur brut (PIB) allemand est, certes, attendue, mais sa brutalité a surpris. Elle ravive les craintes d'une aggravation de la crise économique dans la zone euro où, selon l'office statistique des communautés européennes, la production industrielle a de nouveau reculé de 1,6 % en novembre 2008 et de 7,7 % sur douze mois, ce qui tire l'économie vers le bas.

Pays le plus ouvert et le plus dépendant de ses exportations, l'Allemagne pâtit de l'arrêt quasi complet du commerce mondial et de la chute de la demande en provenance d'Europe centrale et orientale. La part des pays émergents d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, République tchèque) est passée de 6 % à 9 % des exportations allemandes entre 2005 et 2008, or eux aussi accusent le choc du ralentissement économique, analyse Frederik Ducrozet du Crédit agricole.

L'aggravation de la récession en Allemagne aura « *un impact mécanique sur la zone euro et sur tous les partenaires commerciaux de ce pays* », au premier rang desquels figurent la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche et l'Italie, relève Benoît Heitz de l'Insee. Pour M. Ducrozet, qui souligne le caractère « *mondial* » et « *synchrone* » de la récession industrielle, cet impact est même « *déjà fort et visible* » dans le ralentissement sensible des exportations françaises de biens intermédiaires. Il devrait être de moindre ampleur entre ailleurs.

« *Ce n'est pas seulement l'Allemagne qui est touchée, mais bien les quatre grandes économies de la région (Allemagne, France, Italie, Espagne) qui sont toutes en récession. La demande interne de chaque pays est faible. Et la demande externe a beaucoup ralenti avec le ralentissement économique mondial* », insiste Clemente De Lucia de BNP Paribas.

La production industrielle a reculé de 1,6 % en novembre 2008 et de 7,7 % sur douze mois

Le poids de l'industrie dans les différentes économies européennes (27 % de la valeur ajoutée en Allemagne, 20 % en Italie, 17 % à 18 % en Espagne et 17 % en France) explique aussi que l'Allemagne souffre « *un peu plus que les autres sur les secteurs manufacturiers* ». Mais des pays comme l'Espagne ou l'Irlande, particulièrement touchées par la crise immobilière et par l'envol du chômage, ont davantage de raisons de s'inquiéter à plus long terme sur leur capacité à restaurer leur compétitivité et à sortir de la crise. Mercredi, toutefois, le fonds monétaire international (FMI) a démenti des informations de la chaîne de télévision RTE selon lesquelles l'Irlande, menacée cette année de la pire récession de son histoire, pourrait avoir besoin de son assistance.

Dans l'immédiat, c'est bien le « *tournant* » de la fin de 2008 et du début de 2009 qui s'annonce, partout, difficile à négocier. Mais, de l'avis unanime des différents économistes que nous avons interrogés mercredi, il n'y a aucune raison, pour autant, que la récession actuelle se transforme cette année en une véritable dépression.

Entre la desinflation qui devrait perdurer jusqu'à l'été et soutenir l'activité, le destockage des entreprises qui va en s'atténuant, les effets attendus des différents plans de relance et de leurs contrepoids de grands travaux, il y a de bonnes raisons de croire que le creux de la récession a été atteint au quatrième trimestre 2008 ou le sera au premier trimestre de cette année, analyse Sylvain Broyer (Natixis).

Le conjoncturiste table sur une forte demande extérieure adressée à l'Allemagne en 2009 du fait de la concomitance des plans de relance à l'échelle de la planète. « *Le stimulus budgétaire de 3 % de PIB mondial en 2009 et de 2 % en 2010 [le à ces différents plans] aura un effet net sur la croissance allemande de 1 point de PIB cette année* », estime-t-il dans une note du mercredi 14 janvier. ■

CLAIRE GUÉLAUD

Standard & Poor's abaisse la note de la Grèce

ATHÈNES
CORRESPONDANCE

Le gouvernement conservateur grec a reçu, mercredi 14 janvier, une gifle de l'agence de notation Standard & Poor's (S & P) qui a abaissé la note souveraine de la Grèce invoquant « *la perte de compétitivité sous-jacente de l'économie grecque* ». Cette décision a eu pour conséquence directe de faire plonger la Bourse d'Athènes de plus de 5 % à la clôture.

S & P a abaissé les notes de crédit du pays de A/A-1 à A-/A-2, faisant de la Grèce le premier pays de la zone euro à voir sa note dégradée par l'agence de notation « *La note de la dette souveraine continue à reflétier notre opinion d'une prospérité relativement élevée* » de la Grèce aussi que « *son appartenance à l'Union économique et monétaire européenne* », a expliqué l'analyste de S & P Marko Mrsnik. « *Toutefois, a-t-il ajouté, la poursuite de la crise financière et économique mondiale a, selon nous, exacerbé la perte de compétitivité sous-jacente de l'économie grecque.* » La Grèce avait été mise vendredi sous « *surveillance négative* » par S & P, comme l'Irlande, le Portugal et l'Espagne.

La raison principale de cette dégradation « *est que la Grèce fait face à la crise économique mondiale avec une dette publique et un déficit élevés* », a déclaré le nouveau ministre grec de l'économie et des finances, Yannis Papathanassiou, tout juste nommé le 7 janvier.

Relevant le niveau très élevé de la dette publique, 93,1 % du produit intérieur brut (PIB) en 2008 et 91,4 % du PIB prévu pour 2009, la presse économique grecque avait multiplié ces derniers temps des analyses alarmantes concernant les effets de la crise internationale sur le service de la dette grecque. « *La plus importante faiblesse de l'économie grecque est le très lourd héritage de la dette publique... Si on l'ignore, elle peut exploser et tout emporter* », avait souligné le mois dernier le premier ministre, Costas Caramanlis.

Il avait précisé que le pays devrait payer 12 milliards d'euros en 2009 pour le service de sa dette, autant que les recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu, soit 19 % des recettes de l'Etat et près de 5 % du PIB. « *Le problème avec la dette publique du pays est lié au coût de l'argent (...) et les derniers incidents* [les émeutes du mois de décembre 2008], *que termes sent l'image du pays, aggravent les efforts* ».

« L'Irlande n'a pas besoin de l'assistance du FMI »

Le Fonds monétaire international (FMI) a assuré, mercredi 14 janvier, que rien ne laissait penser que l'Irlande aurait besoin de son assistance, démentant ainsi des informations de la chaîne irlandaise RTE selon lesquelles Dublin pourrait appeler le FMI à l'aide si sa situation économique continuait de se dégrader. Le premier ministre irlandais, Brian Cowen, en visite au Japon, avait auparavant rapidement démenti l'information de la RTE, reprise par d'autres médias et qui a fait plonger l'euro face au dollar. « *Les autorités ont été claires aujourd'hui. Nous sommes d'accord : il n'y a aucune raison de penser qu'un financement du FMI ser a nécessaire* », a déclaré une porte-parole du fonds pour faire face à la réduction de la dette, avait estimé M. Caramanlis.

Mais Athènes doit maintenant négocier des obligations à long terme pour assurer ses besoins de financement, à des taux qui dépassaient mercredi les 5 %. Signe de la défiance des investisseurs internationaux, l'écart de taux d'intérêt avec l'Allemagne s'est fortement creusé au cours des dernières semaines, pour dépasser les 2 %. L'abaissement de la note de S & P a compli que un peu plus la situation.

Assurer la compétitivité

La majorité conservatrice a voté fin décembre 2008 un budget prévoyant un déficit public de 2 % du PIB et une croissance de 2,7 %. S & P a estimé dans son rapport que le déficit devrait dépasser les 4 % en 2009 et continuer d'augmenter jusqu'en 2012 s'il n'y a pas de changement de politique. L'agence a aussi prévu que la dette devrait atteindre 100 % de PIB en 2011. M. Papathanassiou a affirmé que la Grèce maîtriserait son déficit public en dessous du seuil de 3 %, en accord avec le pacte de stabilité et de croissance qu'il dépose ra à la Commission d'ici à la fin du mois.

Les experts attendent à la décision de S & P concernant un pays qui est largement au-dessus de ses moyens et qui traîne dans l'application de réformes structurelles réclamées par les organismes internationaux. Pour eux, la décision de S & P adresse aux dirigeants grecs un message : il est indispensable de prendre des mesures pour assurer la compétitivité, l'efficacité et la qualité de l'économie grecque. ■

DIDIER KUNZ

Le gouvernement britannique garantit les prêts aux PME

LONDRES
CORRESPONDANCE

Tout essayer pour rouvrir le robinet du crédit que les banques ont largement fermé depuis la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008. Tel est désormais le leitmotiv du premier ministre Gordon Brown, alors que l'économie britannique s'enfonce dans la récession.

Mercredi 14 janvier, son gouvernement a annoncé qu'il se portait garant de la moitié du remboursement de prêts à court terme consentis aux PME dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 500 millions de livres sterling (556 millions d'euros), dans la limite de 10 millions de livres.

Entreprises en mal de liquidités

Cela permettra, a précisé le ministre du commerce Peter Mandelson, de « *sécuriser jusqu'à 20 milliards de livres de lignes de crédit* ». Les prêts en question devront être accordés à des entreprises viables économiquement mais en mal de liquidités.

Suivant un schéma comparable, l'Etat garantira aussi, à hauteur de 75 %, 1,3 milliard de livres de prêts supplémentaires accordés aux entreprises de moins de 25 millions de livres de chiffre d'affaires annuel.

Enfin, il abondera à hauteur de 50 millions de livres un fonds sur lequel les banques mettront 25 millions de livres et qui investira directement dans le capital de PME en difficulté. Un plan pour aider les grandes entreprises à accéder au crédit pourrait être bientôt dévoilé.

Ni l'injection de 37 milliards de livres d'argent public dans Royal Bank of Scotland, Lloyds TSB et Halifax Bank of Scotland, ni la baisse des taux de la Banque d'Angleterre, de 5 % à 1,5 % entre octobre 2008 et aujourd'hui, ni la garantie des emprunts sur le marché interbancaire n'ont permis jusqu'ici de rechamaiser un marché du crédit totalement asséché par la crise des subprimes et la méfiance generale qui s'en est suivie dans le secteur bancaire.

Selon la fédération des petites entreprises britanniques, qui regroupe quelque 215 000 PME, un tiers de ses membres ont fait part de difficultés à accéder à des prêts bancaires. Et pour certaines d'entre elles, c'est à pu débouché sur une faillite.

Mercredi, le gouvernement a également annoncé la nomination de Mervyn Davies, le patron de Standard Chartered Bank, au poste de secrétaire d'Etat au commerce.

Le banquier vendra rejoindre d'autres spécialistes du secteur financier, dont Paul Myners — un ancien patron de Marks & Spencer passé par la banque d'affaires (NM Rothschild), qui siégeait, entre autres, au conseil d'administration du *hedge fund* (fonds spéculatif) GLG Partners avant d'être nommé secrétaire d'Etat à la City en octobre 2008 — qui apportent à M. Brown leur expertise du secteur. ■

VIRGINIE MALINGRE

La croissance allemande est victime de l'effondrement des commandes internationales

BERLIN
CORRESPONDANTE

La chancelière Angela Merkel est bien forcée de l'admettre : « *L'Allemagne traverse sa phase la plus difficile depuis des décennies* », a-t-elle déclaré, mercredi 14 janvier, devant le Bundestag.

L'économie allemande décroche en effet pour de bon. Au dernier trimestre 2008, le produit intérieur brut (PIB) a été brutalement contracté, entre 1,5 % et 2 % selon une première estimation de l'Office fédéral des statistiques (Destatis) rendue publique mercredi. Les deuxième et troisième trimestres s'étaient aussi inscrits en recul, mais moins fortement. Sur l'ensemble de 2008, le PIB a progressé de 1,3 %, presque moitié moins qu'en 2007 (+ 2,5 %).

Pendant un temps, l'Allemagne a semble relativement épargnée par la crise : pas de bulle immobilière, un marché du travail dynamique, d'importants excédents commerciaux, une industrie robuste, notamment grâce aux efforts de compétitivité réalisés ces dernières années. Mais la tendance s'est retournée.

Aujourd'hui, la première économie européenne cède, sous l'effet de « *l'arrêt soudain, total et brutal du commerce mondial* », explique Sylvain Broyer, chez Natixis. *Elle a particulièrement souffert au dernier trimestre comme tous les pays très exposés à la conjoncture mondiale, par exemple la Chine et le Japon* ».

Les exportations, moteur de la croissance depuis des années, ont réalisé un plon de plus de 10 % en novembre 2008. L'effondrement des commandes des internationales affecte tous les champions industriels allemands : automobile, biens d'équipement, chimie.

Or « *la production et l'investissement sont très dépendants de la demande externe* », fait valoir Simon Junker, à la Commerzbank. S'ajoute encore la crise du crédit, qui avertit les difficultés des entreprises à financer leurs investissements, alors que nombre d'entre elles ont déjà largement puisé dans leurs réserves de trésorerie.

Une récession sévère

Bref, toute la machine est en train de se gripper et le marché de l'emploi commence à en ressentir les premiers effets : le taux de chômage est remonté en décembre 2008, pour la première fois depuis trois ans.

Autre motif d'inquiétude : la consommation des ménages, toujours timoree, ne contribue pas à soutenir la croissance. Elle a stagné en 2008, malgré les fortes augmentations de salaire consenties dans de nombreux secteurs et la baisse continue du chômage. Difficile d'imaginer que les Allemands se montreront plus enclins à la dépense dans les mois à venir.

Tous ces signaux négatifs laissent présager une année 2009 catastrophique. Selon les experts, le pays risque de connaître sa récession la plus sévere depuis la guerre. Le scenario le plus noir, formulé par le chef économiste de la Deutsche Bank, Norbert Walter, prévoit une contraction du PIB de 4 % cette année.

Reste à savoir quel sera l'impact du plan de relance adopte lundi par le gouvernement. D'un volume de 50 milliards d'euros, il est base sur un programme d'investissements et sur des baisses d'impôts et de cotisations. Les économistes lui ont accorde autant de louanges que de critiques.

Certains regrettent que les mesures n'entrent en vigueur qu'en juillet. Mais « *on peut espérer senir des répercussions favorables au deuxième semestre 2009* », juge M. Junker. « *Les milliards d'euros mis sur la table auront très peu d'effet sur la croissance, mais ils permettront d'éviter une remontée trop violente du chômage* », estime M. Broyer. Selon l'Office fédéral du travail, ce paquet conjoncturel contribuera à sauver jusqu'à 250 000 emplois. ■

MARIE DE VERGÈS

De graves problèmes de santé poussent Steve Jobs à abandonner les rênes d'Apple

A 53 ans, le PDG et créateur du fabricant d'ordinateurs cède la gestion à Tim Cook, actuel directeur opérationnel Le titre a plongé de près de 10 % à la Bourse de New York

Steve Jobs n'est plus aux commandes d'Apple. Le groupe informatique américain l'officialisé dans un communiqué publié mercredi 14 janvier. Le patron affirme prendre ses distances avec l'entreprise, jusqu'à la fin du mois de juin, pour se soigner.

La nouvelle est tombée sous la forme d'un courriel électronique adressé aux salariés d'Apple. Dans ce texte, M. Jobs regrette tout d'abord que « *la curiosité suscitée par ma santé personnelle continue à créer des perturbations, non seulement pour moi et ma famille, mais aussi pour tout le monde au sein d'Apple* ».

Il précise ensuite : « *Durant la semaine passée, j'ai appris que mes problèmes de santé étaient plus complexes que je l'avais pensé à l'origine* ». D'où la décision de prendre « *un congé maladie jusqu'à fin juin* ». Durant son absence, M. Jobs confie la gestion « au jour le jour » au directeur opérationnel, Tim Cook. Mais il se dit toujours impliqué en tant que directeur général dans les décisions stratégiques d'Apple.

Cette prise de distance officielle intervient après des mois de spéculation sur l'état de santé de M. Jobs. Son apparition, très amaigri, en juin 2008, lors du lancement de l'iPhone 3G, avait relancé les conjectures. Le patron d'Apple, âgé de 53 ans, avait été opéré avec succès en 2004 d'un cancer du pancréas. Le secret avait alors été gardé sur cette maladie jusqu'à ce que M. Jobs réapparaisse guéri.

En décembre 2008, les rumeurs se sont encore amplifiées lorsque la « firme à la pomme » annonçait que sa figure emblématique ne prononcerait pas son traditionnel discours lors du salon MacWorld, début janvier. Son absence lors de cette grand-messe annuelle, rendez-vous des aficionados de la marque à San Francisco, a été très commentée.

Apple a d'abord réagi en expliquant que ce salon n'était plus une priorité, ajoutant que ce serait d'ailleurs sa dernière participation à l'événement. Le groupe a ensuite tenté de minimiser la non-participation de M. Jobs en précisant qu'Apple n'avait pas cette année d'annonces de produits spectaculaires.

Finalement, le jour de l'ouverture du MacWorld, la société publiait un communiqué, sous la forme d'une lettre de M. Jobs adressée à la « *communauté Apple* » Il évoquait alors un « *déséquilibre hormonal* », diagnostique par les médecins pour expliquer sa perte de poids et assurait que le remède à « *ce problème nutritionnel est relativement simple* ». Il se donnait jusqu'à mars pour se rétablir et disait vouloir conserver ses fonctions dans l'intervalle.

Talent marketing

Cette communication après des semaines de spéculations avait eu pour effet immédiat l'appréciation du titre Apple en Bourse. L'annonce du retrait de M. Jobs a provoqué l'effet inverse, l'action perdant près de 11 % dans les dernières transactions après Bourse mercredi.

L'opacité de la situation et le manque d'informations inquiètent les investisseurs. Plus que jamais, la question de l'avenir d'Apple se pose. Rarement les liens entre une entreprise et son patron n'ont atteint une telle intensité. Leurs destins sont intimement liés.

Cofondateur d'Apple en 1976, M. Jobs est revenu à sa tête en 1997. Il a su insuffler une nouvelle vie à cette entreprise dont il avait été évincé : il a redonné tout son lustre à la marque, en projetant notamment Apple sur de nouveaux marchés, comme la musique et la téléphonie mobile. Une fois encore, celui qu's était donné comme mission de démocratiser la micro-informatique a su renouveler l'exercice sur les marchés de la musique et de la téléphonie mobile avec le succès de l'iPod et aujourd'hui de l'iPhone.

Bien sûr, l'entreprise compte de nombreux talents. M. Jobs s'est rendu de fortes personnalités. A l'instar de M. Cook, le directeur opérationnel qui reprend les rênes aujourd'hui, ou de Jonathan Ive, le designer en chef qui est entré chez Apple en 1992 et donne corps aux produits de la marque. Mais le gourou de l'entreprise, M. Jobs, qui combine vision technologique et talent marketing, est il remplaçable ? ■

LAURENCE GIRARD

RADIOS UN SONDAGE MÉDIAMÉTRIE RÉALISÉ ENTRE NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2008

France-Inter et Europe 1 sont les grands vainqueurs de la fin d'année

L'ENQUÊTE Médiamétrie, publiée jeudi 15 janvier, mesurant l'audience de la radio en novembre et décembre 2008, a mis en évidence une forte remontée de France-Inter et d'Europe 1. La poussée de la station dirigée par Frédéric Schlesinger a même été si forte qu'elle a failli, pour le coup, s'emparer de la seconde place des radios.

Avec 10,6 % d'audience cumulée contre 9,9 % il y a un an, la radio du service public obtient « *son meilleur résultat depuis cinq ans*, se félicite M. Schlesinger. *Surtout, ajoute-t-il, France-Inter est désormais la première radio sur tous les carrefours d'infos* » : le matin, le midi et le soir. En un an, France-Inter a gagné plus de 400 000 auditeurs. Une « *progression homogène* », explique son directeur.

Lors de ce sondage, la radio publique manque d'un cheveu de rattraper NRJ mesurée, elle, à 10,7 % d'audience cumulée. Ce coude à coude montre que les « *radios généralistes ont pratiquement rattrapé les stations musicales* », note M. Schlesinger. Collectivement, les premières réunissent 39,5 % d'audience cumulée tandis que les secondes sont montées désormais à 42,3 %. Pour M. Schlessinger, « *il y a une prime au sens, au contenu. La génération FM, ceux qui avaient 20 ans au début des années 1980, redécouvrent, devenus adultes, les vertus des radios généralistes qui se sont complétement renouvelées* ».

Avec France-Inter, Europe 1 est l'autre grand vainqueur des audiences de la fin 2008. La radio de la rue François 1er à Paris a fait plus que confirmer son regain d'audience déjà enregistré cet automne. Elle a obtenu 10 % d'audience cumulée « *Cela fait cinq ans qu'on avait pas atteint la barre des 10 % »*, se réjouit son PDG Alexandre Bompard. Outre, « *la montée en puissance de Marc-Olivier Fogiel, qui redevient le moteur de croissance de la radio, la dynamique* » d'Europe 1 est lée « *à son repositionnement en radio généraliste complète* ». Musique, divertissement, jeux et sport. Le temps d'antenne consacré au sport a été doublé depuis la rentrée, explique Thierry Clopeau, directeur des sports. Comme les télévisions, Europe 1 est en quête d'achat de droits pour faire progresser son audience. Elle a acheté pour deux ans les droits de la Formule 1 pour près de 300 000 euros par an. « *Nous réfléchissons à faire une proposition à la société ASO pour acquérir les droits marketing du Tour de France* », annonce M. Clopeau. Pour financer ses achats de droits, Europe 1 lorgne sur les parts en ligne « *dès que le volet juridique sera levé* ».

Même en très légère baisse, (– 0,2 % à 12,7 %), RTL reste la radio leader. Mieux, RTL « *augmente son différentiel avec le numéro deux, NRJ, avec une avance de 2 points d'audience* », pointe Axel Duroux, le PDG.

Avec 6,2 % d'audience cumulée, RMC enregistre son « *troisième sondage consécutif à la hausse* », explique le directeur général Franck Lanoix. A terme, il estime « *logique que RMC atteigne 9 % d'audience cumulée* » France-Info est en petite forme avec une perte de 0,5 point.

Mesurée à 7,8 % d'audience cumulée, Skyrock tire son épingle du jeu au sein des musicales qui font grise mine. NRJ, bien que talonnée par France-Inter, pourrait avoir entravé sa baisse auparavant inexorable. Avec 10,7 % d'audience cumulée, la radio musicale est en retrait par rapport à 2007 (11,5 %), mais elle enregistre un léger regain comparé au précédent sondage réalisé cet automne (10,4 %). Cette enquête illustre aussi la montée en puissance de deux nouveaux venus. Le président de Radio-France, Jean-Paul Cluzel, se félicite notamment du score de France-Bleu (6,9 %). Enfin, Radio Classique confirme sa progression avec un « résultat historique » de 1,8 % d'audience cumulée. ■

GUY DUTHEIL

Les radios généralistes font presque jeu égal avec les musicales

▸ AUDIENCE CUMULÉE (lundi-vendredi 5h-24h)

Source : Médiamétrie novembre-décembre 2008

TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'équipementier canadien Nortel se déclare en faillite

MONTRÉAL
CORRESPONDANCE

Nortel, qui fut un temps le leader mondial des équipements de télécommunications et la plus grosse firme canadienne, s'est déclaré en faillite, mercredi 14 janvier. Le groupe, basé à Toronto, a demandé la protection des lois américaine et canadienne sur les faillites. Incapable de rembourser ses dettes, il a obtenu l'aide de la justice pour faire face à ses créanciers et tenter une ultime restructuration. Pionnier dans la fibre optique, Nortel a pris à temps le virage Internet au point qu'à la fin des années 1990, la moitié du trafic mondial de données transitait via des équipements que la société avait mis en place.

Sa lente agonie a débuté avec l'éclatement de la bulle technologique au tournant des années 2000. « *Durant la période euphorique, Nortel achetait tout ce qui bougeait sans compter* », se souvient René Vézina, analyste financier au journal canadien *Les Affaires*. Quand la bulle a éclaté, le groupe, endetté, s'est retrouvé dans l'obligation de vendre des actifs à prix bradés. « *La vague de restructuration n'a plus jamais cessé. En huit ans, le nombre de salariés est passé de 100 000 à 25 000 dans le monde* ». Par ailleurs, des accusations d'irrégularités dans les livres de comptes ont entaché sa réputation. La confiance s'est effritée et les commandes se sont reportées, notamment, sur Alcatel-Lucent et Cisco. Nortel a aussi connu une impressionnante valse de PDG – quatre dirigeants en cinq ans. Quant à la vente de l'activité de téléphonie mobile UMTS à Alcatel en 2006, elle l'a encore fragilisé.

Le coup de grâce

L'actuelle crise a donné le coup de grâce. Les clients ont gelé leurs investissements, tandis que les filiales mises en vente, comme la division Metro Ethernet, en septembre 2008, n'ont pas trouvé preneur, privant Nortel de liquidités. En moins d'un an, l'action a été réduite à néant. Elle cotait 123 dollars canadiens en 2001, seulement 12 cents, mercredi 14 janvier, à la clôture de la Bourse de Toronto. La société, qui a affiché un chiffre d'affaires de 7,7 milliards de dollars (5,8 milliards d'euros) sur les neuf premiers mois de 2008, accuse une perte de 3,7 milliards de dollars sur cette période, dont 3,4 sur le seul troisième trimestre.

Le plan de restructuration, sur lequel la direction doit plancher, pourrait compromettre le démantèlement du groupe. « *La majorité des départements sera probablement vendue en pièces détachées ou rabais* », prévoit M. Vézina. Les finances ne devraient pas permettre à Nortel de poursuivre ses recherches, et il sera difficile de préserver la division chargée du développement de la 4G, la quatrième génération de téléphonie mobile. En France, Nortel emploie 860 personnes réparties principalement entre le centre mondial des solutions GSM et UMTS à Châteaufort (Yvelines), et le centre européen du service clients à Valbonne (Alpes-Maritimes). ■

INTERIM (AVEC LAURENCE GIRARD)

PRESSE UN PLAN DE RESTRUCTURATION PRÉVOIT LE DÉPART DE 51 SALARIÉS SUR 551

Les syndicats du groupe Express-Roularta appellent à la grève

ALORS QUE *L'Express* sort une nouvelle formule, jeudi 15 janvier, les salariés du groupe de presse belge auquel l'hebdomadaire français appartient – Express-Roularta – ont été appelés à faire grève le 29 janvier, à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT et du SNJ. La décision a été prise après l'annonce par la direction d'un « plan de sauvegarde de l'emploi » qui devrait entraîner la suppression de 51 postes sur 551 que compte le groupe (*L'Express*, *L'Expansion*, *L'Entreprise*, *Mieux vivre votre argent*, *Maisons côté Sud*, *Lire*, et le groupe *L'Evidaroit*), soit un peu plus de 9 % des effectifs.

La répartition des départs a été annoncée lors d'un premier comité d'entreprise, le 9 janvier. Le plan devrait concerner 23 cadres, 18 journalistes et 10 employés. « *Nous souhaitons privilégier le volontariat*, affirme Marc Feuillée, président du directoire. *Pour l'instant, il est difficile de dire quels seront les titres les plus concernés.* A L'Express, *moins d'une dizaine de personnes devraient être touchées* ». Le groupe Express-Roularta avait annoncé en décembre 2008 un plan d'économie de 10 millions d'euros, dont 5 millions portant sur la masse salariale. Ce dernier chiffre comprend un million d'euros d'économies au titre du blocage des salaires, 500 000 euros gagnés par la disparition du cumul des congés dans un compte épargne temps, et 3,5 millions d'euros grâce à des suppressions de postes.

Vive émotion et pétition

L'annonce du plan a soulevé une vive émotion dans le groupe. Une assemblée générale a rassemblé, le 12 janvier, près de la moitié des salariés. Outre le mot d'ordre de grève, les syndicats ont fait circuler une pétition s'opposant à tout départ contraint. Les salariés s'alarment aussi de la réduction drastique des effectifs à la documentation. Celle-ci devrait passer de 17 à 6 salariés, selon une source syndicale. Cinq ou six postes seraient réaffectés au développement du site Internet, les autres étant supprimés. La direction a prévu d'aller vite, en se donnant pour objectif de boucler le plan de départs avant la fin février. Les syndicats ont demandé la nomination d'un expert, qui devrait rendre ses conclusions fin janvier.

« *A priori*, L'Express *devrait épargné*, analyse un salarié du groupe. *Lors du rachat du magazine par Roularta, en 2006, beaucoup de journalistes étaient partis en profitant de la clause de cession. Cette fois, les quelques départs pourraient concerner des personnes proches de la retraite. Le mensuel* L'Expansion *pourrait être plus touché* ».

Laurent Vrbica, délégué syndical CFDT, s'inquiète d'un « *manque de réflexion sur la stratégie* » « *On nous dit que la situation est grave et que, si rien n'est fait maintenant, on court à la catastrophe*, constate-t-il. *Mais on a l'impression que la seule réponse apportée par la direction est la diminution de la masse salariale.* » Eric Marquis, représentant du SNJ, dénonce une « *propolisation* » de L'Express qui s'impulsion du directeur de la rédaction, Christophe Barbier. Il évoque entre autres une couverture consacrée à Carla Bruni-Sarkozy, l'épouse du chef de l'Etat. « *La presse ne s'en sortira que si l'on mise sur la qualité*, insiste-t-il. *C'est tout le contraire qu'on fait : on nous enlève des moyens en démantelant la documentation* ».

Selon Marc Feuillée, L'Express « connu en 2008 « *une année solide, à l'exception des deux derniers mois, au cours desquels la publicité a baissé* ». ■

XAVIER TERNISIEN

PRESSE SABLON INTERNATIONAL PRENDRAIT 85 %

« France Soir » va passer sous le contrôle d'Alexandre Pougatchev

LE FONDS d'investissement Sablon International, dirigé par Alexandre Pougatchev, le fils de nationalité française de l'oligarque russe Serguei Pougatchev, devrait monter au capital de *France Soir* à hauteur de 85 %. Il devrait dépasser les 90 % des Editions du nouveau France Soir. Jean-Pierre Brunois, propriétaire du titre depuis 2006, en conserverait 15 %. Le tribunal de commerce de Lille doit se prononcer, jeudi 15 janvier, sur cette prise de contrôle.

Selon la direction de *France Soir*, les salariés se sont déclarés favorables à cette solution, lundi 12 janvier, à l'unanimité moins deux abstentions. La rédaction espère une relance du titre, avec une « *politique de plumes* », c'est à dire de grandes signatures, axée sur le grand reportage, les faits divers et les histoires.

D'après la lettre *Presse News*, Sablon International serait « *prêt à lourdement investir pour refaire du journal un grand quotidien populaire de qualité* » M. Pougatchev, auditionné par les délégues du personnel, a fait part de son intention d'embaucher une quarantaine de journalistes supplémentaires sur dix huit mois. La direction de la rédaction serait confiée à Gilles Bornais, ancien directeur au *Parisien-Aujourd'hui en France*.

France Soir, qui tirait à plus d'1 million d'exemplaires dans les années 1960, n'a plus qu'une diffusion d'environ 23 000 exemplaires. La rédaction n'a que 35 journalistes. Le promoteur immobilier Jean-Pierre Brunois avait repris le titre en avril 2006 après une longue succession de ventes et de changements de direction. ■

X. T